

COLÈRE GÉNÉRALE ! TOU-TE-S EN GRÈVE LE 31 MARS

POUR DES PENSIONS DIGNES,
UNE CARRIÈRE TENABLE,
UN POUVOIR D'ACHAT RENFORCÉ,
DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ.

BREF, POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE
POUR TOUTES ET TOUS !

FGTB
Liège - Huy - Waremme



Table des matières

une grève générale interprofessionnelle... pour qui ?.....	3
pour les salarié·e·s	3
pour les fonctionnaires	3
pour les travailleur·euse·s sans emploi.....	4
pour les personnes malades	4
pour les future·e·s pensionné·e·s.....	5
pour les femmes	5
pour les jeunes	6
pour l'avenir de la planète	6
pour la démocratie.....	7
préserver un modèle politique, économique & social.....	8
notre Sécurité sociale.....	8
nos Services publics	8
toutes et tous en grève le 31 mars !	10

une grève générale interprofessionnelle... pour qui ?

Le **31 mars** prochain, **FGTB Liège-Huy-Waremme** et **CSC Liège-Verviers-Ostbelgien** appellent l'ensemble des travailleurs et des travailleuses à participer activement à la grève générale interprofessionnelle qui se tient ce jour-là.

Aucune frange de la population n'est épargnée par les attaques brutales et inadmissibles de la coalition Arizona. Quelle que soit sa place au sein de la société, nul·le n'est à l'abri de subir une dégradation de ses conditions d'existence...

... sauf s'il s'agit d'un actionnaire d'une multinationale !

L'Arizona, c'est l'extrême sécheresse et l'aridité étouffante de l'austérité.

pour les salarié·e·s

Le gouvernement Arizona a fait de la « récompense » pour celles et ceux qui travaillent un mantra... Il est temps de détailler les lots attribués à celles et ceux-ci :

- Généralisation des **heures supplémentaires** volontaires jusqu'à 360 heures. Sans sur-salaire et sans repos compensatoire... C'est la **fin des 38 heures/semaine** ;
- **Durée du travail à convenir** au niveau de l'entreprise ;
- Possibilité de **contrats inférieurs à un tiers-temps** ;
- La **fin de l'interdiction du travail de nuit**, lequel commence à partir de minuit ;
- La **fin de l'interdiction du travail du dimanche** ;
- La **fin de l'interdiction du travail les jours fériés** ;
- Élargissement des **flexi-jobs à tous les secteurs** : jusqu'à 18.000 € défiscalisés par an ;
- **Suppression** des 5 jours de **formation**.

Indexation automatique, salaires décents, conditions de travail de qualité, avantages, pouvoir de vivre, etc. sont soit menacés, soit rabetés.

Un salaire n'est pas une « récompense », mais une partie des richesses conférées à celles et ceux qui les produisent. En l'occurrence, c'est une gifle au visage des uniques créatrices et créateurs de richesses à qui sont laissées les miettes !

Travailler plus pour gagner moins ! Voilà le véritable slogan de ce gouvernement fédéral.

pour les fonctionnaires

Fin du statut, remplacé par des contrats à durée indéterminée... une hérésie qui risque de placer sous pression politique les travailleur·euse·s de la fonction publique. C'est la fin assurée de leur indépendance.

Pour les pensions, c'est la petitesse qui guide l'action gouvernementale :

- Une **diminution des pensions** assurée, car désormais calculées sur 75% du traitement barémique moyen **sur l'ensemble de la carrière** – non plus sur les 10 dernières années ;
- L'âge de la **pension des militaires et les cheminots sera porté à 67 ans** (+1 an par an apd 2027)
- **Suppression de la péréquation**, autrement formulé, c'est la fin de la liaison entre les pensions fonctionnaires et les barèmes des fonctionnaires actifs ;
- **Indexation plafonnée** pour les pensions de la fonction publique supérieures à 4329 € brut.

Comble du toupet, le gouvernement De Wever-Bouchez use d'un slogan du mouvement ouvrier et syndical « *À travail égal, salaire égal !* », pour justifier le nivellement par le bas qui caractérise son action délétère.

pour les travailleur·euse·s sans emploi

Les attaques contre un des piliers de notre système de Sécurité sociale sont plus agressives que jamais :

- **La limitation à deux ans du droit à une allocation**... si au moins quatre ans de travail – à un an pour celle d'insertion ;
- Une **dégressivité du montant des allocations accrue** : si elles sont plus élevées au début, elles sont écrémées, car touchées par la suppression de la réduction d'impôt ;
- **124.000 personnes** potentiellement **pénalisées** !

C'est surtout **une réforme communautaire qui n'ose affirmer son nom**. Des effets désastreux pour :

- 25% de Bruxellois·es, 30% de Flamand·es et... 45% de Wallon·nes !
- Les finances de la Wallonie et les finances des communes et des CPAS wallons qui régleront une note de près de 120 millions !

C'est Bart De Wever qui résume le mieux ce point de l'accord gouvernemental : « *La réforme la plus communautaire que vous puissiez faire est de limiter le chômage dans le temps* ».

S'en prendre aux travailleur·euse·s sans emploi, c'est permettre au patronat et aux partis de droite de casser les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des travailleur·euse·s !

pour les personnes malades

La personne malade est désormais présumée fraudeuse. Il s'agit, dès lors, de la traiter comme telle, sans ménagement. **La remise à l'emploi forcée est la norme** :

- De **fortes sanctions à l'encontre des malades de longue durée** que leur employeur juge « **potentiellement** » aptes à reprendre le travail ;
- Des **médecins obligé·e·s de fournir un certificat d'aptitude** à côté du certificat médical ;
- **Activation plus stricte** des malades de longue durée. L'employeur peut lancer un **trajet de réintégration après un seul (!) jour de maladie** ;
- **En cas de rechute, droit au salaire garanti après 8 semaines de reprise du travail** – contre 14 jours actuellement.

pour les future·e·s pensionné·e·s

Des durcissements de conditions d'accès à un droit pourtant élémentaire.

- **Extinction progressive des RCC** et des autres systèmes de sortie anticipée ;
- **Malus pension**, en cas de départ ne satisfaisant pas les 35 années de travail effectif nécessaires ;
- **Non reconnaissance de la pénibilité du travail**, une uniformisation ne tenant pas compte de la réalité spécifiques aux différents secteurs professionnels ;
- **Suppression du taux ménage** (le taux de 75% est remplacé par le taux isolé 60%) : 11% des pensions des salariés en 2023 ;
- **Périodes assimilées limitées à 20% de la carrière** en dehors des congés pour soins et périodes de maladie à partir de 2031 (40% dès 2027) : 23% des travailleurs touchés
- **Régime de chômage assimilé à un salaire fictif limité** ;
- **Pension de survie supprimée** pour les non pensionnés. Dès 2026, remplacement par une allocation temporaire de 2 ans – 3 ou 4 ans avec jeunes enfants à charge. Ce sont 57.000 personnes de moins de 65 ans qui touchent actuellement une pension de survie – dont 91% de femmes.

pour les femmes

Nouveau gouvernement... nouvelles attaques ! En particulier, envers les femmes. **L'écart entre femmes et hommes est de 19,9%**. Sur une année, **les femmes bossent donc 2 mois et 14 jours gratuitement !** Insuffisant pour l'**Arizona** – MR, Engagés, N-VA, Open-VLD et Vooruit – qui **entend frapper lourdement les femmes** :

- **Aggraver leur dépendance économique**
 - **Pas d'individualisation des droits sociaux** ;
 - **Horaires « accordéon »**, rendant plus compliquée la conciliation vie privée/vie professionnelle ;
 - **Augmentation des flexi-jobs**, pénalisant principalement les temps partiels... occupés majoritairement – parce qu'elles n'ont pas le choix ! – par les femmes ;
 - **Fiscalité injuste**, avec la diminution du quotient conjugal et la réduction d'impôt de frais de garde uniquement pour les personnes actives ;

- **Précariser leurs conditions d'existence**
 - **Limitation des allocations chômage** à 2 ans – **exclusion de plus de 50.000 femmes** en Wallonie et à Bruxelles !
 - **Durcissement de l'accès à la pension** : les femmes, principales victimes des carrières incomplètes, de la diminution des périodes assimilées, de la fin des RCC, du malus pension ;
 - **Moins de services publics accessibles** – crèches et soins de santé, notamment ;
 - **Pas de protection contre les violences sur le lieu de travail**

pour les jeunes

L'augmentation de la possibilité d'avoir recours aux **jobs étudiants**, c'est le **jackpot... pour le patronat** !

- Une **diminution de l'âge légal de 16 à 15 ans** pour bosser comme jobiste, dès l'été prochain ;
- Une **possibilité de bosser jusqu'à 650 heures** – au lieu de 475 – par an... quand l'exception covid-19 devient la règle ;
- **Plus de concurrence entre travailleur·euse·s salarié·e·s et jobistes** pour pressuriser les salaires vers le bas ;
- Toujours **plus d'heures de travail défiscalisées** pour le patronat et, donc, une **pression encore accrue sur le financement de notre Sécu** !

Bientôt le retour du travail des enfants ? Le boulot des étudiant·e·s est... d'étudier ! **Augmenter leur possibilité de travailler comme jobistes occulte le vrai problème : la précarité d'un nombre toujours plus grand de familles ne pouvant plus financer les études de leur(s) enfant(s) !**

pour l'avenir de la planète

Une absence totalement de mesure assurant une transition climatique juste. Surtout, aucune association des travailleur·euse·s dans un processus où leur expertise devrait être sollicitée.

- Remise en question de l'objectif belge de diminution de 47% de CO2 d'ici 2030 ;
- Abstention lors de l'adoption de la législation de l'Union européenne sur les objectifs nationaux à atteindre ;
- Austérité vs. Justice climatique. Comme la lutte pour a Justice sociale, la lutte pour la Justice climatique doit sortir de la logique austéritaire mortifère imposée par la droite. Conséquence ? Pas de plan climatique social !

pour la démocratie

Une volonté gouvernementale de nuire aux libertés syndicales et associatives.

Outre ces attaques ciblées, il s'agit également de **ravager les structures collectives qui soutiennent notre société et garantissent l'accès à chacun·e à l'ensemble de ses droits démocratiques**. Ce sont d'énormes **attaques contre les corps intermédiaires, la presse, la liberté d'association... bref, de manière générale, contre la liberté d'expression !**

Appliquer l'austérité de façon dogmatique et aveugle, c'est ôter une part de leur citoyenneté aux habitant·e·s du pays, en brisant nombre de leurs conquêtes sociales.

préserver un modèle politique, économique & social

notre Sécurité sociale

En asséchant son financement, notamment en abaissant – à nouveau ! – la contribution des employeurs... sans la moindre contrepartie, sans la moindre garantie de résultats en termes de création d'emploi, la coalition Arizona met sous pression le financement de notre Sécu.

Flexijobs, exonérations de cotisations sociales patronales, etc. sont autant de diminutions de ressources pour notre assurance universelle. En agissant de la sorte, le gouvernement fédéral met en exergue sa volonté de fragiliser, voir détricoter notre système assurantiel universel.

De plus, réduire son financement, c'est déposséder les travailleur·euse·s d'une part de leur salaire. C'est réduire de facto ceux-ci !

Défendre notre système de Sécurité sociale, c'est brandir la solidarité interpersonnelle et la Justice sociale face à l'individualisme exacerbé et le repli sur soi... dont on connaît les conséquences funestes. **La Sécu contribue à stabiliser les fondements de toute société démocratique.** Y toucher, c'est exclure une part de plus en plus grande de la population de ses droits élémentaires.

nos Services publics

S'attaquer aux fonctionnaires, c'est s'attaquer aux personnes qui assurent le fonctionnement de nos services communs universels. C'est mettre à mal des services essentiels qui bénéficient à l'ensemble de la population :

- **Écoles** : Nous éduquer et nous former, c'est jeter les bases de la société de demain. Nous avons donc besoin d'un Enseignement performant ;
- **Crèches** : Nous permettre de bosser ou de chercher du boulot, tout en sachant que nos enfants sont pris·es en charge, est un droit social déterminant pour notre sécurité d'existence.
- **Hôpitaux** : Nous soigner est fondamental. Nous avons besoin d'un secteur de la santé efficace, avec des hôpitaux de qualité ;
- **Transports en commun** : Repenser nos déplacements est nécessaire. Dans un contexte de lutte contre le réchauffement climatique, nous avons besoin d'une SNCB et de TEC accessibles et efficaces ;
- **Communications** : Échanger est précieux. Nous avons besoin d'opérateurs pour nous lier les uns aux autres. Dans un monde globalisé, nous avons plus que jamais besoin de Proximus et de Bpost pour partager avec nos proches ;
- **Énergies** : Nous éclairer et nous chauffer est vital. C'est pourquoi nous avons besoin de reprendre le contrôle de notre gaz et notre électricité ;

- **Services administratifs** : Nous avons quotidiennement recours à une large palette de services à bas prix pour nous permettre de construire, de rénover, de voyager, etc. indispensables à nos projets, tant collectifs que personnels ;
- **Services de pompiers** : À l'heure où les changements climatiques atteignent une dramatique irréversibilité, les combattant·e·s du feu sont plus que jamais une garantie de protection de nos lieux de vie ;
- **Services de police** : Nous voulons une société apaisée où la proximité et le lien social sont de mises. La police a un rôle prépondérant à assurer dans ce cadre ;
- **Armée** : Nous voulons un futur sûr, pacifique, où nos enfants grandiront en paix. Nous avons besoin d'une armée disposant des moyens nécessaires pour l'assurer.

Les services publics améliorent qualitativement notre quotidien. Les attaquer et attaquer les personnes qui assurent leur fonctionnement, c'est attaquer l'accès à nos droits démocratiques. On ne répétera jamais assez à quel point les services publics sont le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas ! Les défendre, c'est promouvoir un projet de société bénéficiant à tou·te·s !

toutes et tous en grève le 31 mars !

Pour toutes ces raisons, FGTB et CSC ont décidé de lancer un appel à la grève, le 31 mars 2025, dans tout le pays.

Depuis les gouvernements Martens-Gol, les politiques d'accumulation du capital n'ont eu de cesse de se développer des inégalités de répartitions de richesses. Résultat ? Leur bénéfice échappe de plus en plus à leurs uniques créateur·trice·s, à savoir les travailleuses et les travailleurs.

Les revenus générés par le travail sont littéralement confisqués par les détenteurs de capitaux. Insensé, inique, injuste.

Cet accord de gouvernement n'est pas digne des besoins de renforcement de nos droits démocratiques, qu'ils soient politiques, économiques ou sociaux. En outre, il n'est pas à la hauteur du défi du réchauffement climatique et de la lutte pour le maintien de la biodiversité. Et jamais la Belgique n'a connu une politique migratoire aussi abominable que celle décidée par l'Arizona : un repli sur soi inacceptable.

Cet attelage gouvernemental ne comprend pas deux points fondamentaux :

- Les **politiques d'austérité** fondées sur le chantage à la dette laissée à nos enfants sont une fraude intellectuelle dont le résultat est une perpétuelle **précarisation des travailleur·euse·s avec et sans emploi et des allocataires sociaux.**
- Les **combats social et environnemental** sont étroitement **liés**. L'un ne va pas sans l'autre. Une meilleure répartition de l'emploi et des richesses créées engendre les conditions pour une réelle politique écologique.

L'unique boussole de l'Arizona est la **dégradation des conditions d'existence** de la majeure partie de la population. Sa seule promesse : le **nivellement par le bas**. Sa seule perspective : la **désolation**. **Et que dire de la politique migratoire de ce gouvernement ?** Un tel repli sur soi, une telle absence d'humanité, une telle méconnaissance de l'apport de la migration sont indignes. La migration a beau faire peur de prime abord, elle contribue à notre richesse, à notre humanité, à notre démographie !

Nous méritons un avenir radieux ! Un futur que nous méritons et qui requiert notre entière mobilisation ! Toutes et tous en grève le 31 mars !